

Maître d'Ouvrage

VETAGRO SUP LEMPDES
1 avenue Claude Bourgelat
69280 - MARCY L'ETOILE

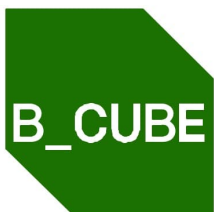


VetAgro Sup

Réhabilitation du bâtiment principal - VETAGRO SUP - LEMPDES

DCE

C.C.T.P. Lot n°02 DESAMIANTAGE



ARCHITECTE

B_CUBE SARL d'architecture
65 rue Hénon
69004 - LYON
Tel : 04 78 39 30 04

ECONOMISTE

PROCOBAT
Immeuble WOOPA
10 avenue des Canuts
69120 - VAULX EN VELIN
Tél : 04 37 45 32 45



B.E.T. FLUIDES

B27
59 boulevard Marius Vivier-Merle
69003 - LYON
Tel : 09 70 07 00 74

B.E.T. STRUCTURE BETON

CETIS
3 rue de la Dombes
01700 - Neyron
Tel : 04 78 55 00 18

B.E.T. ACOUSTIQUE

Allegro Acoustique
Rue Colonel Quantin
21000 - DIJON
Tel : 06 95 24 75 12



Page 1/13

DESAMIANTAGE

1 PRESCRIPTIONS GENERALES - DESAMIANTAGE

1.1 GENERALITES

1.1 1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent cahier règle les conditions particulières d'exécution des travaux de désamiantage en vue de la réalisation du projet :

Réhabilitation du bâtiment principal - VETAGRO SUP - LEMPDES

pour le compte de :

VETAGRO SUP LEMPDES

1.1 2 DIAGNOSTIQUEURS ET DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX

Le présent projet a été conçu sur les documents en possession de la maîtrise d'ouvrage ainsi qu'avec les rapports :

DEKRA : AMITRAV-E7277118-2501 du 24/06/25

1.1 3 Points de vigilance

Fibre :

L'attention des entreprises est portée sur la présence d'une fibre en fonctionnement sur le site.

Toutes les précautions seront prises pour la protéger durant les travaux.

En cas de dégradation, obligation est faite de la remettre en état dans l'heure. Les frais seront évidemment supportés par les entreprises responsables, et les pénalités prévues au marché seront appliquées (Article 7.1.5 du C.C.A.P. « autres pénalités »)

Panneaux photovoltaïques :

Des panneaux photovoltaïques seront installés avant réalisation de la CTA et des travaux en toiture, de la même façon toutes les précautions devront être prises pour protéger ces panneaux.

Un constat d'huissier sera établi avant le démarrage des travaux afin de définir l'état initial des installations. Les entreprises devront prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des panneaux photovoltaïques et de leurs équipements annexes pendant toute la durée du chantier.

Toute dégradation, détérioration ou dysfonctionnement constaté après l'établissement du constat initial sera réputé imputable aux entreprises intervenant sur le chantier.

Les réparations ou remplacements seront intégralement à la charge de l'entreprise responsable, y compris les frais annexes. L'entreprise devra, le cas échéant, déclarer le sinistre auprès de son assurance et en justifier auprès du Maître d'Ouvrage.

À défaut d'identification du responsable ou en cas de carence d'intervention, les frais correspondants pourront être imputés au compte prorata.

1.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES - DESAMIANTAGE

1.2 1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Outre les prescriptions spéciales contenues dans le présent C.C.T.P., l'exécution des travaux sera conforme aux normes et règlements en vigueur, y compris leur mise à jour éventuelle, notamment :

- La fiche de sécurité D 801 - Travaux de démolition - éditée par l'O.P.P.B.T.P
- Le guide de prévention concernant les travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante, de l'INRS
- La réglementation des services de voiries et services concessionnaires de réseaux
- Les arrêtés municipaux ou préfectoraux

...Suite de "1.2 1 DOCUMENTS DE REFERENCE..."

- La réglementation sur l'amiante (tous documents confondus)
- Le logigramme "distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations sur des immeubles par nature ou destination" de la Direction Générale du Travail (DGT) - Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) du 4 décembre 2013
- Le logigramme "distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations de maintenance sur les équipements industriels, matériels de transport ou autres articles" de la Direction Générale du Travail (DGT) - Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) du 4 décembre 2013

Conformément à l'arrêté du 14 mai 1996 modifié par l'arrêté du 26.12.1997, les entreprises soumissionnaires sont réputées être en possession d'un certificat attribué, le cas échéant à titre probatoire, par un organisme certificateur de qualification, sur la base d'un référentiel technique. L'organisme certificateur doit être accrédité par le COFRAC ou par tout autre organisme d'accréditation européen membre de l'accord multilatéral dénommé " European Accreditation of Certification ".

Les entreprises devront, par ailleurs, être en mesure de présenter des références de travaux équivalents et vérifiables.

Les travaux devront être exécutés suivant la réglementation actuellement en vigueur en France et notamment les décrets, arrêtés et circulaires suivants :

- Le code du travail et notamment art R 4412-94 à 148
- Le décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Le décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Le décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Le décret n°96-98 du 07 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par le décret 97-1219 du 26 décembre 1997
- L'arrêté du 04 avril 1996 : liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire (notamment les activités de retrait ou de démolition exposant aux poussières d'amiante)
- L'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante. L'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux modalités de contrôle d'empoussièrement dans les établissements dont les travailleurs sont exposés à l'inhalation des poussières d'amiante
- L'arrêté du 23 décembre 1996 portant agrément " d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis " modifié par l'arrêté du 20.02.1997 et celui du 26.02.1998
- L'arrêté du 26.12.1997 relatif à l'homologation des référentiels servant de base à la délivrance du certificat de qualification des entreprises chargées du retrait et du confinement de l'amiante friable
- L'arrêté du 4 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- L'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- L'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou articles en contenant
- La circulaire n°70 du 15.09.1994 relative aux procédures et règles de travail à mettre en œuvre pour procéder au déblocage, au retrait et à l'élimination de l'amiante ou des matériaux friables contenant de l'amiante dans les bâtiments, sur des structures ou des installations
- La circulaire du 9 janvier 1997, relatif à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante - ciment retiré de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tout autre stock, modifiée par la circulaire n°97-0321 DU 12.03.1997
- Le décret n° 96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret 96-98 du 7 février 1996
- Le décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret 96-98 du 7 février 1996 rendant obligatoire la qualification des entreprises
- La circulaire n° 98-10 du 5 novembre 1998 relative aux modalités d'application des dispositions concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante
- La norme NFX 46-010 Traitement de l'amiante, référentiel technique pour la certification des entreprises
- La réglementation sur la gestion des déchets et notamment :
- Cahier 2895 du CSTB livraison 371, les déchets d'amiante en France,
- La circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs au flocage et calorifugeage contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- La circulaire n° 97-15 du 9 janvier 1997 modifiée relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous les autres stocks,
- Lettre-circulaire du 12 mars 1997 sur l'élimination des déchets d'amiante fortement liés.

Les textes de base indiqués ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux textes applicables pour ce type d'intervention.

...Suite de "1.2 1 DOCUMENTS DE REFERENCE..."

Il est rappelé que l'entreprise doit tenir à jour une liste, avec la nature de l'activité, du personnel exposé à l'inhalation de poussière d'amiante, et que chaque travailleur doit faire l'objet d'une surveillance médicale spéciale (article R 241-56 du code du travail et article 39 du décret 82-395 du 11 mai 1982 modifié par le décret 95-548 du 4 mai 1995).

- Décret n°98-679 du 30 juillet 1998 (relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets).
- Circulaire du 15 février 2000 (relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du BTP).
- Recommandation n°T2-2000 aux maîtres d'ouvrages publics (relative à la gestion des déchets de chantier du bâtiment).

1.2 2 DIRECTION DES TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur assure ou désigne un responsable pour la direction des travaux pendant leur réalisation aussi longtemps que le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre le jugent nécessaire pour le bon accomplissement des obligations dues au présent marché. La direction des travaux est assurée par une personne ayant les compétences requises, constamment affectée aux travaux, et consacrant tout le temps nécessaire à la direction de ceux-ci.

1.2 3 PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur désigné doit employer sur le chantier relatif au présent lot :

- Du personnel apte médicalement, conformément aux exigences du Décret 96-98 du 07 février 1996
- Uniquement du personnel technique compétent et expérimenté dans leur spécialité et dans leur aptitude à utiliser les protections individuelles et collectives de sécurité
- Des chefs d'équipe expérimentés, capables de diriger et de surveiller le travail ainsi que la bonne application de règles de sécurité relatives à ce type de chantier
- La main d'œuvre qualifiée et suffisante, nécessaire à la réalisation des travaux d'une manière satisfaisante et dans le strict respect des délais

Il est rappelé que pour les activités de retrait ou de démolition exposant aux poussières d'amiante, il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire (arrêté au 04 avril 1996).

1.2 4 PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR DES NOTIFICATIONS DU MARCHE

L'Entrepreneur désigné doit établir et porter à connaissance du Maître d'ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, les documents suivants :

- Une copie du PDRE tel que défini dans l'article R4412-133 du code du travail Sous section 3 modifié par décret 2017-899 du 09 mai 2017, avant envoi aux autorités compétentes (Médecine du travail, inspection du travail, agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et OPPBTP)
- Un plan détaillé et complet des installations de chantier, avec implantation de tous les appareils de contrôle (mesures d'empoussièrement)
- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes du matériel qui sera employé (en particulier le matériel lié à la sécurité du chantier). Le matériel devra répondre aux exigences de la réglementation Française
- La liste des personnes susceptibles d'intervenir sur le chantier, fournissant pour chacun :
 - Une copie de leur contrat de travail
 - Leur expérience professionnelle
 - Une copie de leur aptitude médicale en cours de validité

1.2 5 OBJECTIF DE RESULTAT

Un point 0 en début de chantier sera effectué en matière de contrôle d'empoussièrement, afin de servir de référentiel.

L'entreprise désignée a obligation de résultat pour une restitution du bâtiment dans les conditions prévues à l'article 7 du décret 96/97.

Le niveau d'empoussièrement doit être conforme au seuil ci-après.

Des analyses libératoires par zone seront réalisées. Les membranes de prélèvement seront analysées par un laboratoire agréé.

Les analyses se feront en microscopie électronique à transmission (META), conformément à la norme NF X 43 050.

Le taux d'empoussièrement contractuel libératoire sera de 5 fibres / litre d'air (niveau d'empoussièrement fait avant dépose du confinement).

Ce critère constitue un point d'arrêt obligatoire avant passage à la phase suivante des travaux de démolition ou de réhabilitation.

Les analyses libératoires et de restitution seront effectuées avant dépose du confinement conformément au décret 97-855 du 12 septembre 1997 (à la charge de l'entreprise).

1.2 6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Si les travaux sont réalisés sur un site en exploitation, des précautions maximales devront être prises pour assurer la protection des occupants et des intervenants à l'intérieur des locaux (balisage notamment).

L'entreprise devra prendre en considération les observations annotées dans le PGCSPPS.

Les installations électriques provisoires, incluant éclairages de chantier à charge de l'entreprise, devront satisfaire à la réglementation des IGH ou ERP et aux normes d'installation électrique NFC 15/100, NFC 12/100 et décret du 14 novembre 1988.

18 février 2026

...Suite de "1.2 6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION..."

Les confinements seront conformes aux réglementations en vigueur et devront notamment disposer de fenêtre de visualisation permettant, entre autre, de contrôler la conformité et l'avancement des travaux.

Le confinement sera nettoyé et aspiré à la fin des travaux avant réalisation de la mesure libératoire.

La maîtrise d'ouvrage réalisera une mesure contradictoire après retrait du confinement et fera procéder à l'inspection visuelle par l'opérateur de repérage.

1.2 7 PROCEDURE DE TRAITEMENT

Les modes opératoires par zone d'intervention présentent les opérations minimales à mettre en œuvre. L'entreprise les reprendra dans la procédure à remettre en détaillant, pour chacune des opérations, la méthodologie proposée.

La procédure générale suivante est applicable pour l'ensemble des zones :

Avant traitement des zones :

- Etat des lieux contradictoire par zone d'intervention, en présence de l'entreprise, la maîtrise d'œuvre et de l'opérateur repérage
- Réaliser la demande d'acceptation des déchets
- Aménager les installations de chantier
- Vérifier la bonne exécution des consignations (électrique, eau, accès, ventilation) par le Maître d'ouvrage (sous-traitant pour l'électricité ou organisme de contrôle)
- Balisage réglementaire des zones et des accès

Après restitution des locaux et enlèvement des confinements :

- examen visuel des zones potentiellement polluées
- nettoyage approfondi par aspirateur THE
- fixation des fibres résiduelles sur parties traitées
- mesure du niveau d'empoussièrement

Avant restitution des locaux et après enlèvement des confinements :

- Examen visuel + mesure de niveau d'empoussièrement contradictoire (à la charge du maître d'ouvrage)

1.2 8 NETTOYAGE FIN DES SUPPORTS

De façon à garantir le nettoyage fin des supports, l'entreprise devra décrire le procédé qu'elle mettra en œuvre.

Les procédés de nettoyage fin par méthode haute pression ou par sablage sont prohibés.

Aspiration puis nettoyage par chiffons humides décrits dans les fiches conseils de l'O.P.P.B.T.P. , principe devant être approuvé par le Maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et les autorités compétentes (Inspection du travail, CRAM, OPPBTP).

1.2 9 CONTROLE DES RISQUES DE POLLUTION PENDANT LA PHASE TRAVAUX

Il est important d'isoler les réseaux de ventilation (condamnation des bouches) pour éviter toute communication entre les zones de désamiantage et les zones d'activités.

Les mesurages d'empoussièrement et de contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle seront conformes à la réglementation.

Un seul organisme accrédité devra procéder à la stratégie d'échantillonnage, aux prélèvements et aux analyses.

1.2 10 SECURITE DU CHANTIER

Toutes les protections de sécurité mises en place pour le chantier par les autres corps d'état ainsi que les protections déjà existantes, déposées par l'entreprise titulaire du présent lot pour faciliter ses interventions ou ses approvisionnements, doivent être systématiquement réinstallées après travaux par cette même entreprise.

L'entreprise du présent lot doit prendre en compte toutes les observations émises dans le PGCSPS établi par le coordonnateur SPS.

1.2 11 GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

L'entreprise remettra au maître d'ouvrage, avec copie au Maître d'Œuvre, le Bordereau de Suivi des déchets Amiantés conforme à l'imprimé cerfa n°11861*02 et conforme à l'arrêté du 26 juillet 2012.

Conformément à la réglementation en vigueur, avant toutes évacuations des déchets, l'entreprise devra pouvoir justifier d'un certificat d'acceptation préalable du déchet dans un centre de traitement. Elle fournira et remplira les fiches d'identification déchets (FID).

Conformément à la réglementation en matière de déchets dangereux, seuls les matériaux où l'amiante est fortement liée peuvent être stockés temporairement sur le chantier.

18 février 2026

...Suite de "1.2 11 GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE..."

Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres amiantées et son accès interdit aux personnels autres que celui de l'entreprise de travaux de désamiantage.

2 DESCRIPTION DES OUVRAGES - DESAMIANTAGE

NOTA :

- Les travaux seront réalisés sur un site en exploitation
- Des précautions maximales devront être prises pour assurer la protection des occupants et des intervenants à l'intérieur des locaux (balisage notamment).
- Des aires de stockage spécifiques avec des containers hermétiques seront mis en place, avec une clôture périphérique "étanche" à toutes personnes extérieures à l'intervention.
- Les déchets devront être évacués hors de la présence des élèves, usagers.
- Des chantiers "test" seront organisés dans les premières zones de confinement pour finaliser les méthodologies.
- Dans son mémoire technique, l'entreprise définira et expliquera ses hypothèses de niveaux d'empoussièrement retenues pour chiffrage de son offre, ses choix de confinements et nommera le ou les laboratoires/organismes (aux triples compétences : stratégie d'échantillonnage/prélèvements/analyses) accrédités avec qui elle sera amenée à travailler.

2.1 TRAVAUX ANNEXES

2.1 1 Installation de chantier pour travaux de désamiantage

Ouvrage comprenant :

- Matériels et équipements prévus dans le C.C.A.P. et P.G.C.S.P.S. et nécessaires au bon déroulement des travaux de désamiantage,
- Amenée du matériel, double transport, frais de location, avec déplacement éventuel selon les impératifs du chantier, démontage en fin d'intervention,
- Démarches administratives pour emprise sur le domaine public si nécessaire,
- Branchements nécessaires à la réalisation des travaux sur un point de raccordement défini en phase de préparation, l'entreprise précisera son besoin en terme de puissance,
- Au sein de la zone de chantier, l'aménagement de la zone de chantier amiante, incluant la fourniture, mise en place et entretien des clôtures/isolations, les protections des ouvrages conservés, et le déplacement des installations suivant les phases de travaux,
- La vérification du marquage des matériaux amiantés, les compléments le cas échéant.
- Aménagement des accès véhicules, engins et piétons, platelages de protection sur les passages et au droit des ouvertures du bâtiment existant
- Sujétions de signalisation, sécurité du personnel, des riverains et des passants
- Remise en état après achèvement des travaux
- Maintenance de l'ensemble et de la clôture pendant la durée du chantier
- La dépose et le conditionnement des matériaux contenant de l'amiante.
- L'aménagement des zones de stockage des matériaux amiante en attente de leur évacuation, dans les zones définies par la Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'Œuvre.
- L'évacuation et l'élimination hors site de l'ensemble des déchets issus du désamiantage.
- La réalisation des mesures d'empoussièrement Etat initial, 1ère restitution et fin de chantier, ainsi que l'ensemble des mesures d'empoussèlements en cours de travaux.

NOTA : consignation réseaux hors travaux - à charge des lots techniques

Mode de métré : ensemble

● Localisation :

Pour ensemble des travaux de désamiantage

2.1 2 PDRE - Plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage

Conformément à la réglementation, l'entrepreneur retenu devra, dans le délai de 10 jours ouvrables à compter de la notification de l'ordre de service, établir un PDRE des produits amiantés précisant :

Art. R. 4412-133. En fonction de l'évaluation des risques, l'employeur établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage qui est tenu à disposition sur le lieu des travaux.

Ce plan est établi en fonction du périmètre du marché de travaux auquel il correspond. Il précise notamment :

- 1° La localisation de la zone à traiter
- 2° Les quantités d'amiante manipulées
- 3° Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés
- 4° La date de commencement et la durée probable des travaux
- 5° Le nombre de travailleurs impliqués
- 6° Le descriptif du ou des processus mis en œuvre

18 février 2026

...Suite de "2.1.2 PDRE - Plan de démolition, de retrait ou d'encapsu..."

- 7° Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre
 - 8° Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128
 - 9° Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux
 - 10° Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets
 - 11° Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements
 - 12° Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets
 - 13° Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119
 - 14° Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97
 - 15° Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39
 - 16° Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air
 - 17° La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation
 - 18° Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135
- La modification du marché de travaux ou des processus entraîne une modification du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage par le biais d'un avenant

Art. R. 4412-134. Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage est tenu à disposition sur le chantier et peut être consulté par :

- 1° Les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel
- 2° Le médecin du travail ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des services de santé au travail
- 3° L'inspecteur du travail
- 4° Les agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale
- 5° Les agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics
- 6° Les auditeurs des organismes certificateurs.

Art. R. 4412-135. Dans le cas d'une démolition, le plan de démolition prévoit le retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant sauf lorsque celui-ci causerait un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés sur place

Art. R. 4412-136. Les plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage sont communiqués une fois par trimestre au médecin du travail, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel

Art. R. 4412-137. Un mois avant le démarrage des travaux, l'employeur informe l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale dont le ressort territorial est celui du lieu des travaux ainsi que, le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Il leur adresse à ce titre le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage sur tout support adapté et par tout moyen permettant d'établir la date certaine de réception. En cas de travaux justifiés par une situation d'urgence liée à un sinistre, ce délai peut être réduit à huit jours. Sur leur demande, l'employeur le transmet également aux organismes certificateurs.

Art. R. 4412-138. L'employeur informe l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale de tout changement dans les conditions de travail, de toute modification du marché de travaux ou du processus ainsi que de l'ajout d'un nouveau processus susceptible d'entraîner une augmentation significative des niveaux d'empoussièrement. Il précise les mesures d'organisation et de prévention retenues pour la protection des travailleurs et de l'environnement. Sur leur demande, l'employeur en informe également les organismes certificateurs. L'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale sont également informés de tout changement dans la date de démarrage des travaux.

Ce PDRE accompagné de la déclaration d'ouverture du chantier et de la liste des mesures de sécurité envisagées, sera adressé :

- au coordonnateur SPS VERITAS,
 - à l'OPPBTP (pour avis),
 - à l'inspection du travail et de la main d'œuvre (pour avis),
 - à la médecine du travail (pour avis),
 - à la CRAM (pour avis),
 - au maître d'ouvrage,
- ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre pour information.

Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après l'envoi de ces documents.

L'entrepreneur sera tenu, dans le cadre de son forfait, de tenir compte des observations formulées par les organismes auxquels le PDRE est soumis pour avis.

Mode de métré : un ensemble par bâtiment à désamianter

18 février 2026

...Suite de "2.1 2 PDRE - Plan de démolition, de retrait ou d'encapsu..."

- Localisation :

Pour ensemble des travaux de désamiantage

2.1 3 Contrôle d'empoussièrement

Des mesures du niveau d'empoussièrement seront faites tout au long des travaux :

- Mesure d'empoussièrement initiale
- Mesure d'empoussièrement en cours des travaux (dans zones confinées et hors confinement)
- Mesure d'empoussièrement libératoire

Ces mesures seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur et seront mises à disposition du maître d'ouvrage. Elles seront également communiquées au coordonnateur SPS.

Les nombres de prélèvements envisagés seront définis par l'entreprise lors de la remise de son offre.

Mode de métré : ensemble.

- Localisation :

Ensemble des zones concernées.

2.1 4 Rapport fin de travaux - DOE

L'entreprise établira un rapport de fin des travaux, valant pour DOE contenant :

- Les plans des zones de travaux
- Les références des diagnostics
- Toutes les mesures et prélèvements effectués incluant les analyses et les résultats
- Les BSDA
- La mise à jour des plans de repérages

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprendra une copie du Cahier de Chantier et des bordereaux de Suivi des Déchets Amiante.

Mode de métré : un ensemble par bâtiment à désamianter

- Localisation :

Pour ensemble des travaux de désamiantage

2.2 TRAVAUX DE DEPOSE - ENFOUISSEMENT

Ouvrage comprenant :

- Avant travaux, l'établissement d'un plan de retrait (déjà compté dans § TRAVAUX ANNEXES décrits ci-dessus)
- Tous contrôles d'empoussièrement (déjà comptés dans § TRAVAUX ANNEXES décrits ci-dessus)
- Le balisage de la zone de travail
- L'isolement du chantier des autres locaux
- L'aménagement d'un seul accès à la zone de travail
- Les coûts des confinements (avec fenêtres de visualisation sur zone de travail) et délimitation des zones sont à inclure dans chacun des postes mentionnés ci-dessus
- L'équipement des intervenants composé :
 - . d'un appareil respiratoire adapté à la technique de dépose choisie
 - . de gants lavables
 - . d'une combinaison jetable à capuche
- La réalisation des travaux de dépose proprement dite mentionnée ci-dessus
- La mise en place sur palettes (dimensions supérieures à celles des matériaux MCA) et emballage par films plastiques étanches, avec étiquetage, au fur et à mesure de leur production
- La mise en place d'un système d'aspiration pour les opérations de retrait à sec
- L'acheminement des déchets sur palettes vers un centre d'enfouissement de classe 2, sous conditionnement et procédure conformes à la réglementation
- L'acheminement des déchets matériels et équipements (protections jetables, filtres, etc...), ainsi que les déchets issus du nettoyage (débris et poussières) vers une installation de stockage de classe 1, sous conditionnement doubles sacs étanches étiquetés et procédure conformes à la réglementation
- En fin d'opération, le nettoyage soigné de toutes les surfaces par aspersion ou aspiration avec un appareil équipé d'un filtre absolu
- Des douches d'hygiène mises à disposition des compagnons, en quantité, adaptées à l'effectif

Les modes opératoires décrits ci-dessous sont donnés à titre indicatif, les entreprises devront proposer leur propre mode opératoire à la consultation pour validation.

2.2 1 Mode opératoire indicatif - Retrait de revêtements de sols PVC avec colle/ragréage contenant de l'amiante

Au droit des trémies créées, désamiantage du sol avant travaux du Lot Gros Œuvre pour percement des trémies (côtes fournies par le maçon)

Ces travaux consistent à supprimer des éléments contenant de l'amiante. Il est considéré qu'il s'agit de travaux dits de désamiantage en sous-section 3.

Niveau d'empoussièrement prévisible: niveau 2 (compris entre 100 et 6000F/L)

Mode opératoire prévu 1 : cassage manuel - burinage - piquage - démolition avec outil manuel

Mode opératoire prévu 2 : ponçage de la colle + ragréage

Mode opératoire indicatif pour retrait de sols PVC avec colle/ragréage contenant de l'amiante :

- pulvérisation de surfactant sur matériau,
- dépose du revêtement PVC y compris colle amiantée par burinage,
- nettoyage par brossage et par aspiration fine afin de s'assurer le retrait complet des MCA,
- au fur et à mesure de l'avancement, mise en sac avec double emballage en matières plastiques étanches,
- stockage provisoire sur site, sur des aires spécifiques avec barrières et balisage réglementaires,
- stockage et évacuation vers un centre d'enfouissement approprié.

Mode de métré : mètre carré de revêtement déposé

● Localisation :

Au droit des trémies créées dans les planchers existant

2.2 2 Mode opératoire indicatif - Retrait de revêtements de sols PVC avec colle/ragréage contenant de l'amiante

Ces travaux consistent à supprimer des éléments contenant de l'amiante. Il est considéré qu'il s'agit de travaux dits de désamiantage en sous-section 3.

Niveau d'empoussièrement prévisible: niveau 2 (compris entre 100 et 6000F/L)

Mode opératoire prévu 1 : cassage manuel - burinage - piquage - démolition avec outil manuel

Mode opératoire prévu 2 : ponçage de la colle + ragréage

Mode opératoire indicatif pour retrait de sols PVC avec colle/ragréage contenant de l'amiante :

- pulvérisation de surfactant sur matériau,
- dépose du revêtement PVC y compris colle amiantée par burinage,
- nettoyage par brossage et par aspiration fine afin de s'assurer le retrait complet des MCA,
- au fur et à mesure de l'avancement, mise en sac avec double emballage en matières plastiques étanches,
- stockage provisoire sur site, sur des aires spécifiques avec barrières et balisage réglementaires,
- stockage et évacuation vers un centre d'enfouissement approprié.

Mode de métré : mètre carré de revêtement déposé

● Localisation :

Suivant diagnostic Amiante :

RDC : Salle 11, D1bis, D1, Jean Anglade, Salle 4, Salle 9, Salle 1 et Salle 13

R+1 : Amphithéâtre

2.2 3 Mode opératoire indicatif - Retrait de conduits en fibre-ciment amianté

Ces travaux consistent à supprimer des éléments contenant de l'amiante. Il est considéré qu'il s'agit de travaux dits de désamiantage en sous-section 3.

Niveau d'empoussièrement prévisible: niveau 2 (compris entre 100 et 6000F/L)

Mode opératoire prévu : Découpage avec outil manuel

Mode opératoire indicatif pour retrait de conduits en fibres-ciment :

- Mise en place de film de propreté sur les surfaces et équipements non concernés par l'opération
- démontage des systèmes de fixations des matériaux, chaque fois que cela est possible,
- dépose par descellement
- privilégier le démontage manuel,
- pulvérisation de surfactant ou d'eau en continu sur les parties fixes,
- Aspiration à la source avec aspirateur THE
- dépose des éléments, un à un, en évitant de les casser (prévoir tous moyens de manutention adaptés),
- découpe si nécessaire des éléments si fixations non accessibles, (découpe à l'aide d'outils manuels générant le moins de poussières, travail au mouillé par pulvérisation),
- mise en sac avec double emballage en matières plastiques étanches,
- stockage et évacuation vers centre d'enfouissement approprié.

18 février 2026

...Suite de "2.2 3 Mode opératoire indicatif - Retrait de conduits en..."

Mode de métré : mètre linéaire de conduits

- Localisation :

- Conduit amianté dans le local Électrique ;
- Vertical en plafond et au sol P015/P36
 - Horizontal au RDC en plafond

DESAMIANTAGE

3 DESCRIPTION DES OUVRAGES - DESAMIANTAGE

NOTA :

- Les travaux seront réalisés sur un site en exploitation
- Des précautions maximales devront être prises pour assurer la protection des occupants et des intervenants à l'intérieur des locaux (balisage notamment).
- Des aires de stockage spécifiques avec des containers hermétiques seront mis en place, avec une clôture périphérique "étanche" à toutes personnes extérieures à l'intervention.
- Les déchets devront être évacués hors de la présence des élèves, usagers.
- Des chantiers "test" seront organisés dans les premières zones de confinement pour finaliser les méthodologies.
- Dans son mémoire technique, l'entreprise définira et expliquera ses hypothèses de niveaux d'empoussièrement retenues pour chiffrage de son offre, ses choix de confinements et nommera le ou les laboratoires/organismes (aux triples compétences : stratégie d'échantillonnage/prélèvements/analyses) accrédités avec qui elle sera amenée à travailler.

3.1 TRAVAUX DE DEPOSE - ENFOUISSEMENT

Ouvrage comprenant :

- Avant travaux, l'établissement d'un plan de retrait (déjà compté dans § TRAVAUX ANNEXES décrits ci-dessus)
- Tous contrôles d'empoussièrement (déjà comptés dans § TRAVAUX ANNEXES décrits ci-dessus)
- Le balisage de la zone de travail
- L'isolement du chantier des autres locaux
- L'aménagement d'un seul accès à la zone de travail
- Les coûts des confinements (avec fenêtres de visualisation sur zone de travail) et délimitation des zones sont à inclure dans chacun des postes mentionnés ci-dessous
- L'équipement des intervenants composé :
 - . d'un appareil respiratoire adapté à la technique de dépose choisie
 - . de gants lavables
 - . d'une combinaison jetable à capuche
- La réalisation des travaux de dépose proprement dite mentionnée ci-dessous
- La mise en place sur palettes (dimensions supérieures à celles des matériaux MCA) et emballage par films plastiques étanches, avec étiquetage, au fur et à mesure de leur production
- La mise en place d'un système d'aspiration pour les opérations de retrait à sec
- L'acheminement des déchets sur palettes vers un centre d'enfouissement de classe 2, sous conditionnement et procédure conformes à la réglementation
- L'acheminement des déchets matériels et équipements (protections jetables, filtres, etc...), ainsi que les déchets issus du nettoyage (débris et poussières) vers une installation de stockage de classe 1, sous conditionnement doubles sacs étanches étiquetés et procédure conformes à la réglementation
- En fin d'opération, le nettoyage soigné de toutes les surfaces par aspersion ou aspiration avec un appareil équipé d'un filtre absolu
- Des douches d'hygiène mises à disposition des compagnons, en quantité, adaptées à l'effectif

Les modes opératoires décrits ci-dessous sont donnés à titre indicatif, les entreprises devront proposer leur propre mode opératoire à la consultation pour validation.

3.1.1 Mode opératoire indicatif - Retrait de poteaux en fibre-ciment amianté

Ces travaux consistent à supprimer des éléments contenant de l'amiante. Il est considéré qu'il s'agit de travaux dits de désamiantage en sous-section 3.

Niveau d'empoussièrement prévisible: niveau 2 (compris entre 100 et 6000F/L)

Mode opératoire prévu : Découpage avec outil manuel

Mode opératoire indicatif pour retrait de conduits en fibres-ciment :

- Mise en place de film de propreté sur les surfaces et équipements non concernés par l'opération
- démontage des systèmes de fixations des matériaux, chaque fois que cela est possible,
- dépose par descelllement
- privilégier le démontage manuel,
- pulvérisation de surfactant ou d'eau en continu sur les parties fixes,
- Aspiration à la source avec aspirateur THE
- dépose des éléments, un à un, en évitant de les casser (prévoir tous moyens de manutention adaptés),
- découpe si nécessaire des éléments si fixations non accessibles, (découpe à l'aide d'outils manuels générant le moins de

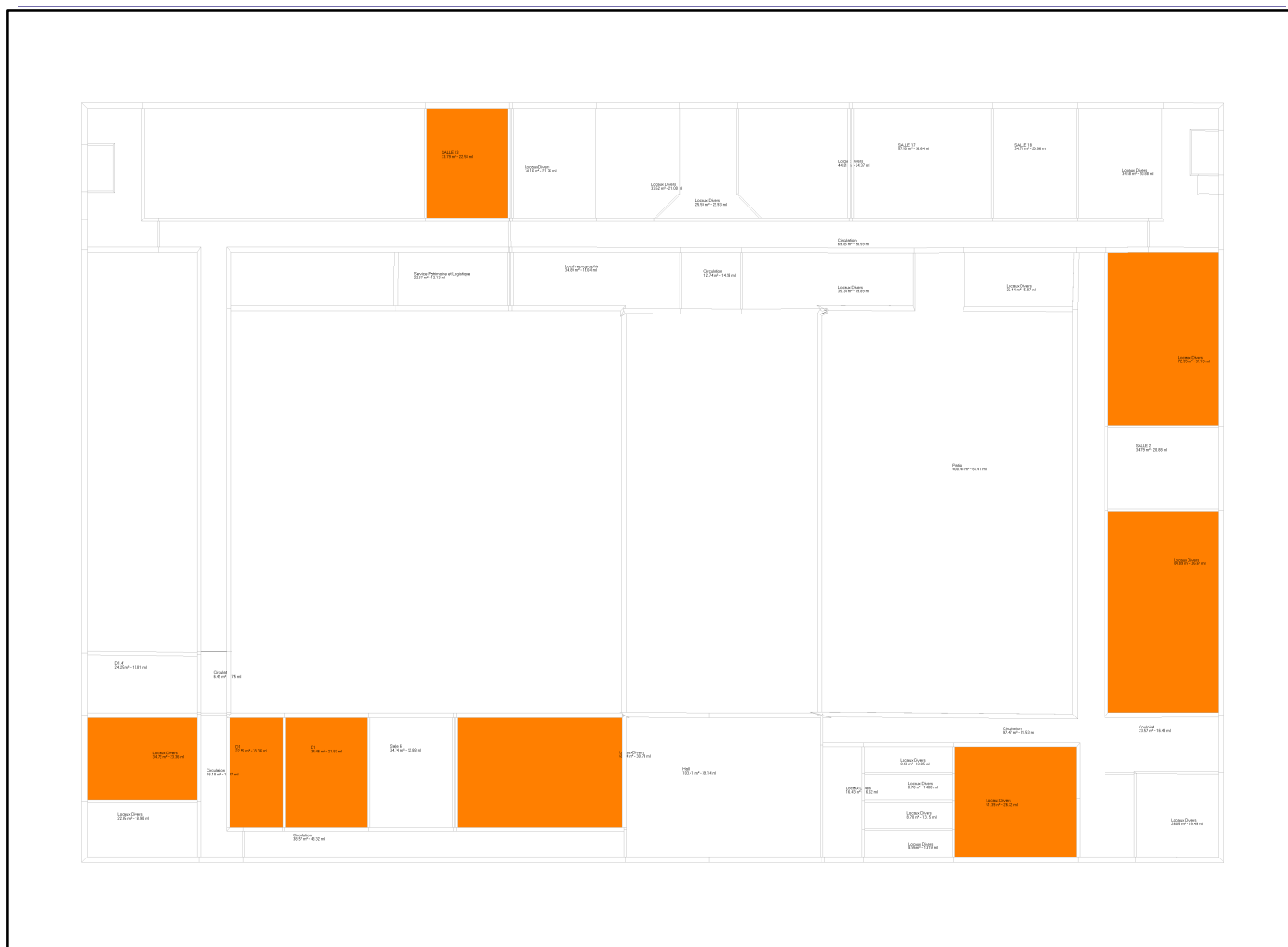
...Suite de "3.1 1 Mode opératoire indicatif - Retrait de poteaux en ..."

- poussières, travail au mouillé par pulvérisation),
- mise en sac avec double emballage en matières plastiques étanches,
 - stockage et évacuation vers centre d'enfouissement approprié.

Mode de métré : mètre linéaire de conduits

- Localisation :

Dépose des poteaux en fibres ciment repérage P053 sur Diagnostic amiante



10

| | |
|---|-----------|
| Mode opératoire indicatif - Retrait revêtements sols PVC colle/ragréage contenant de l'amiante-ML | 403,89 m² |
|---|-----------|

